

Art. 6. — Chacun des jurys visés à l'article ci-dessus comprend :
Le directeur général de la santé publique ou son représentant.
Un inspecteur général ou un inspecteur général adjoint de la santé publique et de la population, docteur en médecine.
Deux professeurs honoraires ou en exercice d'une faculté de médecine possédant un enseignement psychiatrique, agrégés ou chargés de cours de clinique annexe, spécialisés en médecine mentale et proposés par les doyens de leurs facultés.
Deux médecins du cadre général des hôpitaux psychiatriques en exercice comptant au moins cinq ans de services dans le cadre.
Deux médecins du cadre de la Seine.
Un médecin directeur du cadre général comptant au moins cinq ans de services dans le cadre, dont trois en qualité de médecin directeur.

En outre, deux médecins du cadre de la Seine sont désignés comme suppléants ; ils ne siègent que si un ou deux membres du jury sont absents au moment de l'ouverture des épreuves.

Le ministre désigne le président du jury.

Le secrétariat du concours est assuré par le bureau compétent du service des établissements.

Art. 7. — Il est procédé par tirage au sort à la désignation des médecins des hôpitaux psychiatriques ainsi qu'au choix des deux facultés qui seront appelées à proposer un de leurs membres.
La constitution du jury d'admissibilité et du jury d'admission fait l'objet d'un tirage au sort différent.

En vue de ces tirages au sort, il sera établi des listes différentes pour les facultés, pour les médecins du cadre de la Seine, pour les médecins directeurs, pour les médecins du cadre général.

Une faculté qui aura été représentée au jury d'admissibilité ne pourra figurer sur les listes du tirage au sort du jury d'admission. Aucun membre du jury autre que les membres de l'administration ne pourra siéger dans les deux jurys d'une même année ni dans les jurys de deux années successives.

Tout médecin qui aura refusé de siéger au jury d'admissibilité ne pourra être inscrit sur la liste de tirage au sort du jury d'admission. Ne peuvent être inscrits sur les listes les praticiens qui ont fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Le premier tirage au sort est effectué en séance publique dès la clôture des inscriptions, en présence d'un inspecteur général ou d'un inspecteur général adjoint de la santé publique, d'un représentant du chef du service des établissements et d'un médecin appartenant au cadre général ou au cadre de la Seine.

Le second tirage au sort est effectué dans les mêmes formes dès la proclamation des résultats d'admissibilité.

Art. 8. — La liste des membres du jury est fixée par arrêté ministériel.

Le jury ne peut siéger valablement que si la majorité au moins des ses membres sont présents.

Lorsqu'un membre du jury cesse de siéger alors que le concours a commencé, il ne peut ni reprendre sa place au sein du jury, ni être remplacé ; les membres restants siègent valablement.

Aucun membre du jury ne peut être parent ou allié soit d'un candidat, soit d'un autre membre du jury.

Art. 9. — Les épreuves se déroulent à Paris ; elles sont au nombre de huit : quatre pour l'admissibilité ; quatre pour l'admission.

Elles ont lieu dans l'ordre suivant :

1° Une question écrite d'ordre administratif portant sur l'organisation et le fonctionnement des hôpitaux psychiatriques et des services ouverts ainsi que sur la législation et la réglementation applicables aux malades mentaux (durée : deux heures, cotée sur 20).

2° Une question écrite portant sur la pathologie mentale (durée : trois heures, cotée sur 30).

3° Une question écrite portant sur la pathologie interne ou l'hygiène hospitalière (durée : deux heures, cotée sur 20).

4° Une question écrite portant sur l'anatomie et la physiologie du système nerveux (durée : trois heures, cotée sur 30).

Après correction et notation des quatre épreuves écrites, il est procédé à la levée de l'anonymat.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des quatre épreuves un total de points égal ou supérieur à 40 sont déclarés admissibles.

Art. 10. — Le jury désigné pour les épreuves orales procède tout d'abord à la cotation des titres et travaux et des services hospitaliers :

Appréciation des titres et travaux scientifiques des candidats (maximum de points : 20, minimum : 10, pour les candidats ne pouvant se prévaloir que du titre de docteur en médecine et dont la thèse n'appelle pas de mention particulière) ;

Appréciation des services hospitaliers accomplis par les candidats (maximum de points : 10).

Les stages accomplis comme interne ne sont pris en considération que s'ils ont duré deux ans au moins dans un établissement public consacré au traitement des malades mentaux, y compris le centre psychiatrique Henri-Rousselle et la clinique des maladies mentales des facultés de médecine, dans un hôpital psychiatrique privé faisant fonction d'établissement public ou dans un quartier psychiatrique.

Les notes de titres sont affichées avant le début des épreuves cliniques.

Art. 11. — Les épreuves d'admission sont publiques ; elles comprennent :

a) Une épreuve clinique orale qui porte sur un seul malade pour lequel le candidat doit indiquer le diagnostic, le pronostic, le traitement préconisé.

Il est accordé vingt minutes pour l'examen du malade, vingt minutes de réflexion et quinze minutes d'exposé.

b) Une épreuve clinique écrite portant sur un seul malade (durée de l'examen clinique : vingt minutes).

Les candidats disposent d'une heure pour la rédaction du rapport qui doit présenter la forme d'un rapport d'expertise : diagnostic de l'état mental d'un sujet et détermination des conséquences qui en découlent au point de vue de la législation civile et criminelle.

Chacune des épreuves est cotée sur 40.

Art. 12. — La note d'admission comprend le total des notes obtenues pour l'ensemble des épreuves écrites et des épreuves cliniques.

Le jury procède à un premier classement des candidats compte tenu de cette note qui doit être égale ou supérieure à 90 points.

Les candidats placés en tête de ce classement, dans la limite du nombre de places mises au concours, sont déclarés admis.

Les notes de titres sont alors ajoutées au premier total et le classement définitif arrêté en fonction de la note globale.

Art. 13. — Le jury assure la police générale du concours. En particulier il détermine les règles à appliquer pour la remise et la lecture des copies, désigne les services où se dérouleront les épreuves cliniques, choisit les malades qui seront examinés, détermine la nature des renseignements ou documents qui peuvent être communiqués aux candidats pour les épreuves cliniques.

En outre il prend toutes dispositions utiles pour assurer la régularité et la sincérité du concours.

Art. 14. — L'arrêté du 30 janvier 1963, modifié par les arrêtés des 30 décembre 1963 et 14 février 1965, est abrogé.

Art. 15. — Le chef du service des établissements est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mars 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
BERNARD GUITTON.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 65-254 du 31 mars 1965 instituant le contrôle médical périodique prévu par la loi susvisée ;

Vu le décret n° 66-944 du 14 décembre 1966 déterminant les peines applicables en cas de première infraction aux dispositions de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 1964, modifié par arrêté du 3 septembre 1965, fixant les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant la liste des attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 donnant délégation de signature au directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 28 septembre 1964 et de l'arrêté du 3 septembre 1965 susvisés sont abrogées et remplacées par les suivantes.

Art. 2. — Le brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique faisant l'objet du présent arrêté confère à ses titulaires le droit d'enseigner cette discipline contre rétribution jusqu'à l'âge de soixante ans au plus et sous la réserve de satisfaire tous les cinq ans à un examen de revision.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique, les candidats doivent être âgés de vingt et un ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen et titulaires à cette date de l'un des brevets ou certificats suivants :

a) Brevet de moniteur auxiliaire délivré par la fédération française d'études et de sports sous-marins.

Pour 1967, brevet de plongeur autonome (2^e échelon) délivré par la même fédération avec une attestation justifiant d'une activité d'enseignement d'au moins trente jours en mer ou en lac profond.

b) Brevet de plongeur démineur ou certificat de nageur de combat délivré par la marine nationale avec une attestation du commandant de l'école de plongée justifiant que l'intéressé a exercé les fonctions de moniteur.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à une session du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique, les intéressés doivent faire parvenir au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de l'examen, au moins un mois avant la date fixée pour celui-ci, un dossier comprenant :

- Une demande d'inscription ;
- Les copies certifiées conformes ou les photocopies des titres visés à l'article 3, qu'ils peuvent posséder ;
- Une fiche d'état civil ;
- Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- Un certificat médical d'aptitude à la plongée subaquatique datant de moins de trois mois et établi en tenant compte de tous les éléments de la fiche physiologique reproduite en annexe ;
- Deux photos d'identité.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique est nommé par le ministre de la jeunesse et des sports.

Il comprend :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

- Trois représentants du ministre de la jeunesse et des sports.
- Un représentant du ministre des armées (marine nationale).
- Un représentant du ministère de l'intérieur (protection civile).
- Un médecin choisi par le ministre de la jeunesse et des sports pour sa compétence en médecine de plongée.
- Cinq représentants de la fédération française d'études et de sports sous-marins.

Art. 6. — Les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique comportent des épreuves écrites, des épreuves pédagogiques et des épreuves pratiques.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

A. — Epreuves écrites :

Les épreuves écrites sont au nombre de quatre :

1. Une épreuve de physique appliquée à la plongée (coefficient 3).
2. Une épreuve de physiologie appliquée à la plongée (coefficient 3).
3. Une épreuve de problèmes de plongée (coefficient 3).
4. Une épreuve relative à la prévention et au traitement des accidents de plongée (coefficient 3).

La durée de chacune de ces épreuves est fixée à une heure.

B. — Epreuves pédagogiques :

Les épreuves pédagogiques sont au nombre de trois :

5. Une épreuve de pédagogie préparatoire. — Elle consiste à enseigner les principes de la plongée en scaphandre à un ou plusieurs élèves débutants mais sachant nager et ayant déjà utilisé un masque, des palmes, un tuba et un vêtement isothermique (coefficient 3).
6. Une épreuve de pédagogie pratique. — Elle consiste à conduire une leçon de plongée donnée dans l'eau à un ou plusieurs élèves ayant déjà utilisé un scaphandre autonome (coefficient 4).
7. Une épreuve de pédagogie théorique. — Elle consiste à exposer un sujet précis concernant la plongée à un groupe d'élèves. Le candidat dispose de quinze minutes pour préparer son exposé. Il est tenu compte essentiellement du plan adopté par le candidat, de ses idées et connaissances techniques dans les limites correspondant bien au sujet donné et de sa façon de les exprimer (coefficient 4).

C. — Epreuves pratiques :

Ces épreuves, au nombre de seize, comportent des épreuves à terre, des épreuves en maillot de bain, des épreuves avec masque, palmes, tuba, ceinture de lest et vêtement isothermique, des épreuves avec équipement du scaphandre autonome et des épreuves de navigation et de matelotage.

Epreuves à terre. — Ces épreuves sont au nombre de deux :

8. Une épreuve destinée à contrôler les connaissances du candidat relatives au matériel de plongée, à son entretien, à ses pannes classiques et à sa réparation (coefficient 2).
9. Une épreuve d'anatomie et de secourisme spécialement appliqués à la plongée (coefficient 3).

Epreuves en maillot de bain. — Ces épreuves sont au nombre de deux :

10. Une épreuve de nage libre et de sauvetage. — Elle consiste à effectuer un parcours de 200 mètres nage libre en moins de six minutes, à remonter un mannequin immergé sur un fond de 5 mètres et à le maintenir en surface pendant deux minutes (coefficient 1).

11. Une épreuve d'apnée. — Elle consiste à effectuer successivement trois exercices d'apnée de vingt secondes chacun en respectant un temps de récupération de dix secondes en surface d'un exercice à l'autre (coefficient 1).

Epreuves avec masques, palmes, tuba, ceinture de lest et vêtement isothermique. — Les candidats utilisent une ceinture lestée au même poids pour les épreuves 12 et 13.

12. Une épreuve de nage chronométrée sur 1.500 mètres (coefficient 1).

13. Une épreuve de plongée libre à 15 mètres sur un fond de 16,50 mètres à 17 mètres, balisé par une bouée (coefficient 1).

Epreuves avec le même équipement que pour les épreuves 12 et 13 et le scaphandre autonome. — Ces épreuves sont au nombre de sept.

14. Une épreuve de nage en surface. — Elle est chronométrée sur 1.000 mètres. Le candidat ne doit pas se servir du scaphandre qu'il porte ni s'aider de ses bras. Le lestage utilisé est celui qui correspond à la pesée convenable du candidat (coefficient 1).

15. Une épreuve d'aisance sous-marine. — Elle consiste à effectuer sur des fonds de 5 à 15 mètres et sur une distance de 30 à 50 mètres un parcours comportant :

Première phase. — Un aller sans masque.

Deuxième phase. — Un retour sans palmes, mais avec le masque.

Troisième phase. — Un deuxième aller avec une ceinture supplémentaire de 6 kg. A la fin de cette phase, le candidat doit remonter en surface cette ceinture supplémentaire d'une profondeur de 12 mètres.

Quatrième phase. — Délesté de ses deux ceintures, le candidat plonge à nouveau à 12 mètres et effectue un deuxième retour au point de départ des première et troisième phases (coefficient 2).

16. Une épreuve d'orientation avec compas. — Elle consiste à effectuer un parcours suivant un carré de 50 mètres de côté en partant d'un point matérialisé par une bouée. Le premier cap est donné au candidat qui fait fuser son embout pendant trois secondes au moment où il décide de partir et à chacun de ses changements de cap pour signaler sa position (coefficient 3).

17. Une épreuve de sauvetage à 30 mètres. — Elle consiste à remonter un plongeur en difficulté de 30 mètres de profondeur, à le remorquer correctement en surface jusqu'à une embarcation située à 50 mètres au moins et à le déséquiper en vue de le hisser à bord (coefficient 3).

18. Une épreuve de remontée en apnée de 30 mètres (coefficient 2).

19. Une épreuve de remontée de 40 mètres avec la seule aide d'une bouée entièrement gonflée au fond (coefficient 2).

20. Une épreuve de descente « dans le bleu ». — Elle consiste à descendre verticalement sans tourner autour de l'axe idéal et à l'allure normale d'un groupe de plongeurs jusqu'à une profondeur de 50 mètres à laquelle le candidat et l'examineur échangent des signaux du code de communication en plongée. Sur un signe de l'examineur, le candidat remonte en surface en respectant, pour lui-même, les règles de sécurité (coefficient 4).

A l'issue de chacune des quatre épreuves précédentes (17, 18, 19 et 20), il pourra être demandé au candidat d'effectuer un palier en pleine eau à la profondeur de 3 mètres.

Epreuves de navigation et de matelotage. — Ces épreuves sont au nombre de trois :

21. La manœuvre d'une embarcation aux avirons ou à la godille pour suivre un plongeur au vu de ses bulles sans s'en éloigner de plus de 10 mètres. A l'issue de l'épreuve, le candidat doit aider le plongeur à remonter à bord (coefficient 0,5).

22. Le manœuvre d'une embarcation à moteur, la vérification et la mise en route du moteur, un appareillage, une marche, un mouillage, un amarrage, un accostage, l'arrêt du moteur, l'exécution des nœuds utiles (coefficient 1,5).

23. Une interrogation sur le règlement ayant pour objet de prévenir les abordages en mer (coefficient 1).

Art. 7. — Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique, les candidats doivent avoir obtenu un total de 520 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pédagogiques et pratiques.

Sur proposition du jury, le ministre de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen.

Art. 8. — Chaque année le secrétaire du comité consultatif de l'enseignement de la plongée subaquatique dresse la liste des moniteurs de cette discipline ayant à subir l'examen de révision prévu à l'article 2 du présent arrêté.

Le jury de cet examen est composé dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus pour les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique.

L'examen de révision comporte :

Une épreuve écrite (épreuve 3, définie par l'article 6 du présent arrêté).

Une épreuve pédagogique (épreuve 7, définie par l'article 6 du présent arrêté).

Quatre épreuves pratiques (épreuves 10, 13, 17 et 20, définies par l'article 6 du présent arrêté).

Toutefois, en ce qui concerne l'épreuve 10, la limite de temps accordée au candidat pour effectuer le 200 mètres nage libre est portée à 7' 59".

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20 et affectée du coefficient 1. Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

Pour être déclaré admis à l'examen de révision ci-dessus défini, les candidats doivent avoir obtenu un total de 60 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20.

Art. 9. — Le droit de continuer à enseigner la plongée subaquatique contre rémunération sera retiré :

Aux personnes qui auront été déclarées physiologiquement inaptes à subir les épreuves de l'examen de révision ;

A celles qui, figurant sur la liste prévue à l'article 8 et sans excuse reconnue valable, ne se seront pas présentées à ces mêmes épreuves ;

A celles enfin qui, s'y étant présentées, n'y auront pas satisfait.

Art. 10. — Les demandes de dérogation se rapportant aux dispositions des articles 2 et 9 du présent arrêté feront l'objet de

décisions prises par le ministre de la jeunesse et des sports, après avis du comité consultatif de l'enseignement de la plongée subaquatique.

Art. 11. — Le tableau des coefficients, les programmes des épreuves définies aux articles 6 et 8 ci-dessus et la fiche physiologique visée à l'article 4 ci-dessus sont publiés en annexe du présent arrêté.

Art. 12. — En application des dispositions de l'article 6 de la loi du 6 août 1965, le brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique sera délivré sur titres et sans examen aux personnes qui en feront la demande et qui justifieront avoir commencé à exercer cette profession avant le 8 août 1963 et avoir obtenu avant cette date l'un des brevets et certificats suivants :

Brevet de moniteur de plongée délivré par la fédération française d'études et de sports sous-marins ;

Brevet de moniteur de plongée délivré par le ministre de l'intérieur (service national de la protection civile) ;

Brevet supérieur de plongeur démineur ;

Brevet élémentaire de plongeur démineur ;

Certificat de nageur de combat,

délivrés par le ministre des armées (marine nationale), sous réserve que les deux derniers de ces titres soient complétés par une attestation du commandant de l'école de plongée de la marine nationale certifiant que les intéressés ont rempli les fonctions de moniteur avant le 8 août 1963.

Art. 13. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

NOTA. — Les annexes prévues à l'article 11 seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

SENAT

Erratum

au *Journal officiel* du 21 mars 1967, page 2718, 2^e colonne.

Documents mis en distribution le mardi 21 mars 1967.

Au lieu de :

« N° 209. — Rapport de M. Paul Guillard... »,

Lire :

« N° 208. — Rapport de M. Paul Guillard... »,

(Le reste sans changement.)

AVIS ET COMMUNICATIONS

Premier ministre.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles (direction de la documentation).

Le montant des commandes et des abonnements doit être adressé au régisseur des recettes, direction de la documentation, 31, quai Voltaire, Paris (7^e), C. C. P. Paris 9060-98.

La direction de la documentation a fait paraître du 13 au 18 mars 1967 :

I. — Articles et documents.

(Revue de l'actualité internationale.)

N° 01843 du 17 mars 1967 :

Chronologie des principaux événements (1^{er}-7 mars 1967).

Faits et opinions :

Amérique du Nord :

Etats-Unis : les Etats-Unis, l'U. R. S. S. et le monde. — Les Etats-Unis vus par un Soviétique. — Vers la fin des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne ? — Richesse et pauvreté de la médecine américaine.

Canada : 1967 : le centenaire de la Confédération canadienne. — L'émancipation du Québec. — Vers un enseignement non confessionnel au Québec ?

Problèmes sociaux :

Jeunes et antisociaux : un lexique international. — La Suisse et l'aménagement du territoire. — Une menace pour Israël : le chômage.

Textes officiels :

Politique internationale :

O. N. U. : échanges de lettres entre MM. Goldberg et Thant au sujet du Viet-Nam (décembre 1966).

Vatican : messages de S. S. Paul VI à MM. Johnson, Van Thieu et Ho Chi Minh, au sujet du Viet-Nam, et réponses (8 et 13 février 1967).

France :

Communiqué du conseil des ministres du 8 mars 1967.

Le numéro..... 2,15 F.

Abonnement : un an (cinquante-deux numéros), 92 F.

II. — Documents officiels.

(Publiés en collaboration avec les services d'information et de presse et la sous-direction de la documentation du ministère des affaires étrangères.)

N° 11 du 12 au 18 mars 1967 :

Viet-Nam :

Echange de messages entre S. S. Paul VI et les présidents Johnson, Van Thieu et Ho Chi Minh (8-13 février 1967). Communiqué anglo-soviétique (Londres, 13 février 1967).

Le numéro..... 1,15 F.

Abonnement : un an (cinquante-deux numéros), 52 F.

III. — Chroniques étrangères.

(La vie politique, économique, sociale et culturelle en Allemagne, Etats-Unis, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, U. R. S. S.)

N° 3-67-G.B. de mars 1967. — *Grande-Bretagne et Commonwealth* : Chronologie.

La Grande-Bretagne et le Marché commun :

Le Premier ministre britannique devant le Conseil de l'Europe. — M. Wilson à Paris. — M. Wilson à Bruxelles et à Bonn. — M. Jean Rey à la chambre de commerce internationale. — L'opinion britannique et le Marché commun.

La visite en Grande-Bretagne de M. Kossyguine :

M. Kossyguine au Guildhall. — La conférence de presse de M. Kossyguine. — Le discours devant le Parlement. — La déclaration commune anglo-soviétique. — En marge : le parti travailliste et le Viet-Nam.

Le livre blanc sur la défense :

Informations diverses : un débat sur la presse. — La fuite des élites.

Enseignement (un sondage sur le rapport Plowden. — Les frais universitaires pour étudiants étrangers portés de 70 à 250 livres). — Nouvelles économiques : quelques faits et chiffres. — Accord pour la construction d'un aérobus européen.

N° 2-3-67-ITAL. de février-mars 1967. — *Italie* :

Chronologie.

Affaires internationales :

La réunion du Conseil Atlantique à Paris. — Les visites de M. Fanfani à Paris et à Bonn. — La préparation du « sommet » européen de Rome. — Les déclarations du cardinal Spellman sur le Viet-Nam. — La conférence des dirigeants socialistes européens. — La conférence de presse de M. Willy Brandt. — La réunion de la commission des affaires étrangères de la Chambre. — MM. Wilson et Brown à Rome. — Les accords Fiat-S. E. A. T. — La visite de M. Podgorny en Italie. — M. Robert Kennedy à Rome. — La visite de M. Caglayanil.

Affaires intérieures :

Le conflit de tendances au sein du P. S. U. — Le malaise de la majorité. — L'activité des services spéciaux. — Les polémiques sur le divorce et le concordat.

N° 3-67-U. R. S. S. de mars 1967. — *U. R. S. S.* :

Chronologie.

Les rapports soviéto-britanniques :

Le séjour de M. Kossyguine dans le Royaume-Uni : déclaration commune (analyse). — La conférence de presse de M. Kossyguine devant les journalistes britanniques et étrangers (9 février 1967).

Bilan économique pour 1966 :

Les résultats du plan d'expansion économique de l'U. R. S. S. (communiqué de l'office central des statistiques).

Informations diverses :

Education. — Enseignement. — Idéologie. — Questions politiques. — Notes de lecture.

Le numéro 0,80 F.

Abonnement à chacune des six chroniques : un an, 8,30 F.
Abonnement à l'ensemble des six chroniques : un an, 46 F.